

M. Mitterrand à Moscou

UNE PAGE 3
LES ARTICLES DE JACQUES AMARIC, DANIEL VERNET et DOMINIQUE DUMÉNIL

Le Monde

Fondateur: Hubert Beuve-Méry Directeur: André Laurent

«Le Monde des arts et des spectacles»

Pages 19 à 27
« Maria Chapdelaine » en superproduction
Pierre de Foeny, le photographe bisonnier

Morts en Turquie

Incapable peut-être de résister de nouveau à une telle pression militaire, c'est dans le sud-est de l'Irak...
LES ARTICLES DE JACQUES AMARIC, DANIEL VERNET et DOMINIQUE DUMÉNIL

DEUX DÉCLARATIONS AU «MONDE» APRÈS LE SCRUTIN EUROPÉEN

M. MAUROU: la défense des libertés est un des axes fondamentaux de notre politique

M. CHIRAC: j'exclus toute négociation avec M. Le Pen

Le premier ministre estime que les peuples d'Europe ont voulu marquer leur « réticence » face aux mesures d'assainissement économique et que l'opposition met en péril l'unité nationale

Le président du RPR affirme qu'il n'entend pas changer de stratégie et qu'il fera tout pour « éviter le déborderement des impatiences »

Après 12 votes pour l'Europe, les députés ont voté en faveur de la poursuite de l'adhésion à l'Union européenne. Mais les députés socialistes ont voté contre, tout comme les députés communistes...
LES ARTICLES DE JACQUES AMARIC, DANIEL VERNET et DOMINIQUE DUMÉNIL

Ces deux déclarations ont été faites par le premier ministre Mauroy et le président Chirac après le scrutin européen. Mauroy a souligné la nécessité de défendre les libertés face à des mesures économiques rigoureuses. Chirac, quant à lui, a exclu toute négociation avec le Front national de Jean-Marie Le Pen.

Chirac a souligné son attachement à la politique de rigueur menée par son parti et a affirmé que le RPR ne changerait pas de stratégie. Il a également mentionné son soutien à la présidence de Mitterrand.

Le scrutin européen a été marqué par la victoire de la droite, ce qui a été interprété comme un message de réticence face aux mesures d'assainissement économique.

Les députés socialistes ont voté contre la poursuite de l'adhésion à l'Union européenne. Ils ont exprimé leur inquiétude face à la situation économique de la France.

Le président du RPR a souligné son soutien à la présidence de Mitterrand et a affirmé qu'il n'entend pas changer de stratégie.

Les députés communistes ont voté contre la poursuite de l'adhésion à l'Union européenne. Ils ont exprimé leur opposition à la politique économique de la droite.

L'effet Le Pen

Le député de Paris commente ce scrutin marqué par les victoires du Front national et le recul de la droite. Il analyse l'impact de la candidature de Jean-Marie Le Pen.

Les députés communistes ont voté contre la poursuite de l'adhésion à l'Union européenne.

Dossier présenté et établi par Edwy Plenel, et Alain Rollat

Les députés communistes ont voté contre la poursuite de l'adhésion à l'Union européenne. Ils ont exprimé leur opposition à la politique économique de la droite.

Le Front national a obtenu 10,6% des voix lors du scrutin européen, ce qui a été interprété comme un message de réticence face aux mesures d'assainissement économique.

Mississippi blues UN FILM DE BERTRAND TAVERNIER ET ROBERT PARRISH

Le pouvoir à la rencontre de l'opinion publique I. - «Les médias sont contre nous» par YVES AGNES

Les députés communistes ont voté contre la poursuite de l'adhésion à l'Union européenne. Ils ont exprimé leur opposition à la politique économique de la droite.

La Découverte / Le Monde

Leⁿ
Laⁿ
Lⁿ 2^r homme politique

L'EFFET LE PEN

diagramme présenté et étudié
par Léon L'Écuyer et Alain Bellot

Collection de Plaines

EDITEUR LA DÉCOUVERTE
Place Desfossés, 1300 Paris
LE MOYEN
5, rue des Saussaies, 75008 Paris

8° L5⁶¹

1617

DL-04-02-1984-22322

32
5-6

Le/Monde,

L'EFFET LE PEN

*dossier présenté et établi
par Edwy Plenel et Alain Rollat*

dessins de Plantu

EDITIONS LA DÉCOUVERTE
1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris

LE MONDE
5, rue des Italiens, 75009 Paris

DL-04-09-1984-25395

8-X-84 CG

Si ce livre reprend en majeure partie des articles déjà parus dans les colonnes du *Monde*, l'introduction, la conclusion sont inédites. Afin que le lecteur puisse, dans les chapitres et des parties de certains chapitres, distinguer les passages nouveaux et les articles du *Monde*, le début de ces derniers est signalé par une note précisant leur date de parution et le nom de leur auteur. Leur fin est indiquée par un nouvel intertitre ou par une ligne de blanc.



EDITIONS LA DÉCOUVERTE
1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris
© Editions La Découverte et Journal *Le Monde*
Paris, 1984
ISBN 2-7071-1484-7

Prologue

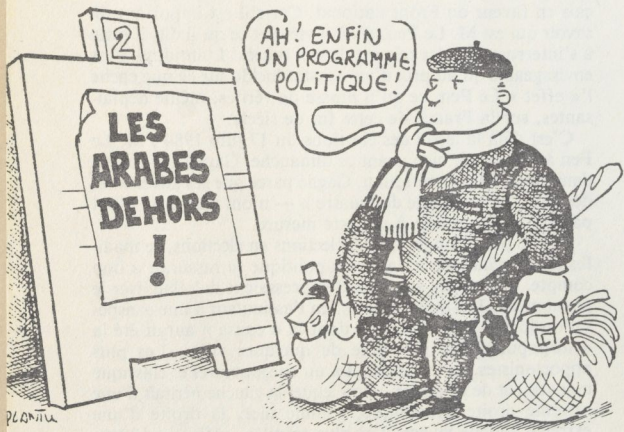
Un certain état de la France

M. Jean-Marie Le Pen a un passé. Un passé dénué d'ambiguïté. Un passé d'activiste, de baroudeur et de bagarreur, d'animateur de formations xénophobes, autoritaires et populistes. Un passé qu'il ne renie pas. Mais a-t-il un avenir ? Et l'a-t-il malgré son passé ou à cause de lui ?

Telles sont les questions dont ce dossier voudrait faciliter les réponses, après le vote de plus de deux millions de Français en faveur du Front national. Car s'il est important de savoir qui est M. Le Pen, d'où il vient et ce qu'il dit, il reste à s'interroger sur les raisons de son succès. L'antidote n'est envisageable qu'au prix d'un constat lucide sur ce que cache l'« effet » Le Pen, ce qu'il brasse de vérités, même déplaisantes, sur la France de cette fin de siècle.

C'est déjà la leçon des élections du 17 juin 1984 : M. Le Pen avait gagné, bien avant ce dimanche. Gagné par forfait dans l'analyse et la réflexion. Gagné parce que ses adversaires désignés — la « bande des quatre » — n'ont pas su ou n'ont pas voulu l'apprécier à sa juste mesure.

Depuis plus d'un an que, d'élections en élections, se manifestait sa renaissance, la classe politique se rassurait à bon compte. Toutes ses analyses s'empressaient de relativiser le phénomène. Les moins nobles, en l'assimilant à une exaspération locale et circonscrite, dont la « cause » aurait été la « surpopulation » immigrée de quelques villes. Les plus opportunistes, en le réduisant à un conjoncturel et classique mouvement de balancier, selon lequel la gauche héritait d'une extrême droite dynamique, comme hier, la droite d'une extrême gauche vivace. Les plus subtiles, enfin, en le ren-



voyant au passé, n'y voyant qu'une répétition du feu de paille poujadiste des années cinquante. Faisant insidieusement des boucs émissaires désignés par le Front national les fautifs même de sa réussite, ou contemplant avec impuissance une fatalité politique, ou encore se persuadant que la vague s'épuiserait d'elle-même, ces explications étaient toutes trois une façon de se donner bonne conscience.

Contribuant accessoirement à banaliser M. Le Pen, à le ramener à l'ordre des choses, aucune ne s'interrogeait sur sa modernité, son actualité et sa spécificité. Car si l'on s'accorde à juger dangereuse, pour une démocratie, l'ascension d'un mouvement xénophobe et autoritaire, la question pertinente est bien celle-là : au-delà de son passé, de ses convictions et de ses projets, que révèle M. Le Pen de l'état de la France, de l'ampleur de sa crise, du délitement de son corps social ? Envisagé sous cet angle, le diagnostic est raisonnablement pessimiste : produit tout à la fois d'une réelle dynamique sociale, d'une mythologie politique et d'une tradition bien française, l'« effet » Le Pen a encore de l'avenir devant lui.

La dynamique sociale a pour nom insécurité, ce fourre-tout qui brasse des faits de société *a priori* peu comparables, du chômage au terrorisme, en passant par la petite délinquance et l'affrontement des cultures. S'y exprime confusément l'ampleur d'une crise, qui ne se réduit pas à sa dimension économique, mais qui est celle d'un modèle de société, de rapports sociaux, d'anciens liens de solidarité, de travail, de cohabitation. La résultante, en somme, de ce basculement brutal de la France, de la fin des années cinquante au début des années soixante-dix, d'une civilisation encore agricole et rurale à une société industrielle et urbaine.

Un bouleversement sans mode d'emploi, sans nouveaux facteurs d'unité, sans invention d'une sociabilité différente. De ce point de vue, la fin des années soixante-dix est une charnière essentielle : c'est de 1978 à 1980 que commence à s'affirmer le sentiment d'insécurité, que se crée l'association Légitime défense, qu'émerge l'autodéfense comme fait de société, tandis que, parallèlement, le PCF lance ses populistes cahiers de la misère ou ses bulldozers, à Vitry-sur-Seine, que la gauche divisée est en panne de projet, et la droite en quête d'une pensée néo-libérale pouvant donner corps à l'après-gaullisme.

Après l'espace social se glisse ici la deuxième dimension :

face à une classe politique repliée sur le réel, une droite qui revendique les contraintes économiques, une gauche convertie à la *Realpolitik*, M. Le Pen réhabilite l'imaginaire en politique. Peu importe à ses électeurs qu'il n'ait pas de « programme » exhaustif, « sérieux », selon les normes du jeu politique traditionnel. L'essentiel est qu'il les convainque qu'entre eux et lui, les réalités économiques, internationales, institutionnelles, ne jouent pas, qu'entre leurs désirs et sa volonté, il n'est pas de fossé, que l'on peut ce que l'on veut, tout ce que l'on veut, même le plus inavouable ! Démagogie, certes, que résumaient admirablement ses affiches électorales : « Les idées que je défends ? Les vôtres ! » Mais aussi découverte de l'espace du mythe et de l'illusion politique, laissé vacant par la conversion de la gauche à la gestion de l'ordinaire quotidien.

Enfin, M. Le Pen profite d'une récente levée des tabous hérités de la Libération. Mouvement de génération, déclin du consensus gaulliste, perte de mémoire, « révisionnisme » historique sur le génocide juif, banalisation médiatique du nazisme, critique néo-libérale des conquêtes sociales de la Libération..., une série de glissements ont effacé la césure que constituait la dernière guerre. M. Le Pen y trouve tout naturellement son espace, tant sa culture et sa tradition politiques, que l'on voudrait étiqueter par des référents étrangers — « nazisme », « fascisme » —, renvoient à une expérience authentiquement française, quoi que cet aveu ait de désagréable. Le pétainisme ne se résumait pas à la conciliation avec l'occupant. Il a signifié aussi l'épanouissement d'un courant idéologique parti de la fin du XIX^e siècle. Il a correspondu, de plus, à une certaine conception de l'ordre politique, économique, social, qu'en de multiples domaines la Libération n'a pas subitement effacé et dont nous relevons toujours, ainsi que l'a montré l'historien américain Robert Paxton¹.

Ce retour aux sources, cette levée des interdits, a libéré une tradition raciste bien française : l'antisémitisme. On aurait tort de ne pas prêter attention au fait que les cibles privilégiées des amis de M. Le Pen sont Mgr Lustiger, Mme Veil et M. Badinter, qui ont tous, peu ou prou, à voir avec la communauté juive. Racisme de discours — le racisme en actes étant le sort des travailleurs immigrés maghrébins ou africains —, l'antisémitisme, subitement délivré de l'auto-

1. Cf. Robert O. PAXTON, *La France de Vichy*, Seuil, 1973.

censure en 1983, a ceci d'efficace qu'il favorise un certain populisme, en visant une communauté socialement diverse qu'il cherche à identifier à l'argent et au capital.

Telle est l'alchimie Le Pen. Elle peut séduire des électeurs de gauche d'hier, qui se vivent en laissés-pour-compte d'un jeu politique inchangé, « bétail à voter », comme dirait le tribun, qui ne voit pas venir la vie « changée » ou l'« autogestion » tant promise. Elle séduit aussi évidemment des électeurs de droite qui ne voient pas pourquoi l'on n'irait pas jusqu'au bout des discours dangereusement radicaux de certains de ses leaders sur l'immigration, la justice, le « désordre » socialiste, l'« illégitimité » du pouvoir, etc. Raptés, ces électeurs ne sont pas forcément que de passage : en raison des causes déjà exposées, mais aussi du fait que M. Le Pen et ses amis — à la différence de l'UDCA de M. Pujade en 1956 — sont des organisateurs, des militants, des constructeurs d'organisation qui ne lâcheront pas si vite leur proie.

Pour aller où ?... Quand le rejet de l'altérité devient phénomène de société, rien ne sert sans doute de le combattre au nom de la seule morale. L'essentiel est ailleurs : quelle société, quel régime politique, suppose cette logique d'exclusion, pour les « Français de France » selon le vocabulaire de M. Le Pen, comme pour ceux que l'on souhaite exclure ? Car de l'immigré, de l'étranger, du juif, l'on en vient inévitablement à rejeter le différent, le faible, l'opposant...

Cet engrenage redoutable est assumé par M. Le Pen lui-même. En 1979, il expliquait ceci : « En privilégiant, en favorisant par trop tous les faibles dans tous les domaines, on affaiblit le corps social en général. On fait exactement l'inverse de ce que font les éleveurs de chiens et de chevaux. Je ne suis pas hostile à ce que l'on soulage les malheurs, par exemple les handicapés, mais on aboutit maintenant presque à une promotion de l'handicapé. (...) On arrivera à un stade où si le handicapé peut vivre assez librement et assez aisément toute sa vie, les gars essaieront d'être mutilés dès l'âge de dix-huit ans de façon à ne pas faire de service militaire, ne pas payer d'impôts, ne pas aller travailler. Un peuple qui prendra ces méthodes-là sera balayé par les barbares le jour où ils vont se mettre en route². »

« Les peuples ont besoin de saints, de héros, de martyrs », ajoutait M. Le Pen. D'un chef et de surhommes, aussi ?

2. Jean-Pierre APPARU, *La droite aujourd'hui*, Albin Michel, 1979, p. 180.

The first step in the process of preparing for a new
 project is to determine the scope of the work.
 This involves identifying the goals and objectives
 of the project, and determining the resources
 that will be required to complete the work.
 Once the scope has been determined, the next
 step is to develop a project plan. This plan
 should outline the timeline for the project,
 and identify the key milestones and deliverables.
 It should also identify the roles and responsibilities
 of the team members, and the communication
 channels that will be used throughout the project.
 Once the project plan has been developed, the
 next step is to begin the execution phase.
 This involves carrying out the tasks identified
 in the project plan, and monitoring the progress
 of the work. It is important to communicate
 regularly with the team members, and to
 report on the progress of the work to the
 sponsor or steering committee.

A project plan is a document that describes
 the objectives, tasks, and timelines of a project.
 It is a key tool for project management, and
 helps to ensure that the project is completed
 on time and within budget.

Le discours de M. Armand

Une journée d'amitié française

Le discours de M. Armand

L'œuvre a été approuvée par le Comité

Le discours de M. Armand

Le discours de M. Armand

Le discours de M. Armand

Le discours de M. Armand

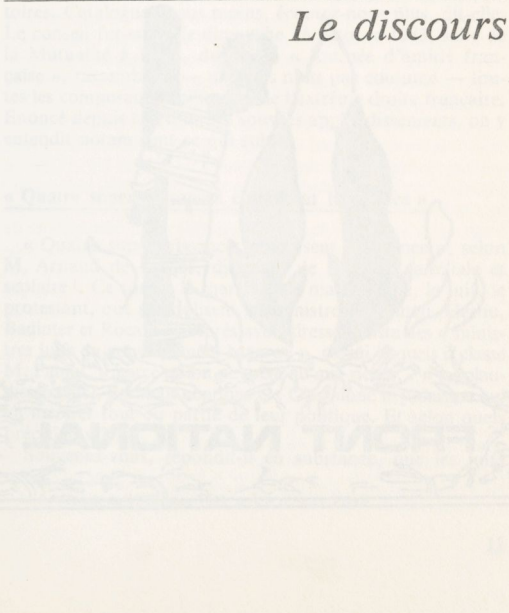
Le discours de M. Armand

Le discours de M. Armand

Le discours de M. Armand

I

Le discours



I
discours



FRONT NATIONAL



Une Journée d'amitié française

L'extrême droite n'apprécie pas qu'on l'étiquette. Racistes, fascistes ? Elle s'empresse de récuser ces sceaux d'infamie, M. Jean-Marie Le Pen en tête, et jusque dans les prétoires. Cataloguez-nous moins, écoutez-nous plus, dit-elle. Le conseil fut suivi, le dimanche 16 octobre 1983, salle de la Mutualité à Paris, durant la « Journée d'amitié française », rassemblant — une fois n'est pas coutume — toutes les composantes militantes de l'extrême droite française. Enoncé depuis la tribune et sous les applaudissements, on y entendit notamment ce qui suit.

« Quatre superpuissances colonisent la France »

« Quatre superpuissances colonisent la France », selon M. Arnaud de Lassus, dirigeant de l'Action familiale et scolaire¹. Ce sont « le marxiste, le maçonnique, le juif, le protestant, que symbolisent les ministres Fiterman, Hernu, Badinter et Rocard ». Après avoir dressé la liste des « ministres juifs du gouvernement Mauroy », parmi lesquels il classe M. Fabius, « parce qu'on ne prête qu'aux riches... » (applaudissements), l'orateur continue : « C'est donc le judaïsme qui va inspirer tout ou partie de leur politique. Et selon quels précédents ? »

Souvenez-vous, répondit-il en substance, que les juifs

1. *Le Monde* du 19 octobre 1983, article d'Edwy Plenel.

sont aux deux pôles de la société contemporaine : fondateurs du capital financier et détracteurs les plus véhéments. « Il y aura donc », conclut-il, « Robert Badinter, gendre du roi de la publicité, Bleustein-Blanchet, et Charles Fiterman, ancien directeur de l'École des cadres du PC. A Badinter correspond Fiterman [comme hier] Rothschild correspondait à Marx ». Mais, souligne-t-il, pour démontrer l'« avancement quantitatif brusque » des juifs qui, aujourd'hui, « peuplent les allées du pouvoir », ces deux-là « n'ont jamais fait partie du même gouvernement ! »

Ces paroles ne furent pas prononcées dans un cénacle privé, mais dans une salle comble, devant deux mille personnes, durant une réunion qui, selon ses organisateurs, en brassa sept à huit mille, en tout cas bien quatre mille, avec l'aval des principales organisations de l'extrême droite officielle représentées par des stands — le Front national, le Parti des forces nouvelles, l'Union nationale inter-universitaire, l'Œuvre française, Aspects de la France — et, enfin, en la présence de personnalités notables. Celle de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, fut annoncée juste après l'intervention de M. de Lassus, et on le vit faire la tournée des stands, serrer des mains.

Il y avait aussi MM. Pierre Sergent, ancien responsable de l'OAS et élu depuis peu au comité directeur du Centre national des indépendants et paysans (CNIP) de M. Philippe Malaud² ; Yves Durand, recteur avant mai 1981 des académies de Rouen puis d'Aix-Marseille, proche, à l'époque, de Mme Alice Saunier-Seïté ; François Brigneau, éditorialiste de l'hebdomadaire *Minute* et directeur de la rédaction du quotidien *Présent* ; et, évidemment l'organisateur de ces journées, M. Romain Marie, fondateur des comités « Chrétienté-Solidarité », par ailleurs président du CNIP de Haute-Garonne³.

2. Méprise. Le lendemain de la publication de cet article, M. Pierre Sergent nous fit savoir qu'il n'était pas allé à la Mutualité. « En conséquence, ajoutait-il, je ne cautionne ni de près ni de loin, les propos tenus à la tribune ce jour-là » (*Le Monde* du 21 octobre 1983). En fait, le nom de Pierre Sergent figurait sur le carton de présentation de la journée au titre des « écrivains et artistes d'ores et déjà annoncés dédicaçant livres et disques ». De ce fait, parmi les stands de signature de livres, l'un d'eux était attribué aux ouvrages de Pierre Sergent.

3. Jusqu'en février 1984.

M. de Lassus ne fut pas une exception, M. Jean Madiran, directeur politique de *Présent*, s'en prit à une émission télévisée récente ayant pour thème « Chrétiens et juifs en France avant 1789 ». Selon lui, elle prétendait que « tous les torts étaient du côté des chrétiens et qu'aucun tort n'était du côté des juifs ». « Une thèse extrémiste », résume-t-il. « Si je l'entendais dans une émission sioniste de la télévision de Tel-Aviv, j'aurais pour elle de la compréhension. Mais je l'entends dans une émission catholique de la télévision nationale ! » Il voudrait en dire plus, mais se contentera d'inviter la salle à « y réfléchir ». Car, explique-t-il, « je ne peux pas en parler. La législation, la loi antiraciste de 1972, me l'interdisent ». Une loi qui fait que « la seule communauté en France qui ne soit pas défendue par la loi, c'est la communauté française ».

M. André Figuéras, auteur d'un ouvrage intitulé *Ce canaille de D... reyfus*, estime, lui, que « nous sommes sous l'œil des barbares », que les immigrés « se reproduisent comme des lapins », et que l'avènement d'un « président musulman » nous guette. M. Brigneau fait rire en caricaturant le nouveau P-DG de TF1, « M. Mohamed el Bourges », provoque des huées contre « la Belge » Christine Ockrent, et prend M. Louis Mexandeau, ministre des PTT, comme tête de Turc : « Quand on le voit, on fait meuh et on cherche le train. » Cible de M. Roger Holeindre, grand reporter, l'« avorteuse », autrement dit Mme Simone Veil. « Si les Japonais sont debout et partent à la conquête économique du monde, dit-il par ailleurs, c'est parce qu'ils ont une devise triple : travail, famille, patrie. »

« Il ne faut pas une voix pour la dame avorteuse », clame aussi, à propos des élections européennes. M. Romain Marie, qu'inquiètent par-dessus tout les « plans occultes » des loges franc-maçonnnes, cet « élément principal du génocide français ». Un « projet mondialiste », résume-t-il, qui est « l'inconscient boueux, le surmoi, les parties troubles de la République ». Autre orateur, M. Jacques Ploncard d'Assas rappellera d'ailleurs, sous les applaudissements, que « en août 1940, le maréchal a dissous les sociétés secrètes ». Un maréchal Pétain fort présent dans les stands, en affiches, cendriers, assiettes, et badges... On note, autour, la présence de l'association Légitime défense, de la Ligue contre le crime

et pour l'application de la peine de mort, de Laissez-les vivre, et de la Fédération pour l'unité des réfugiés et des rapatriés (FURR) de M. Jo Ortiz.

Catholique, et refusant à ce titre la présence de la « nouvelle droite athée », M. Romain Marie récuse le qualificatif d'antisémite. « Est-ce que, finalement, on pourra s'entretenir du problème juif comme du problème basque », répond-il à notre question. « Nous constatons simplement des phénomènes sociologiques. Il y a une puissance qui n'admet pas l'intégration en France (...) et pour laquelle les intérêts du judaïsme sont supérieurs à ceux de la société française. » « L'internationale de l'assassinat, l'internationale communiste, ajoute-t-il, était composée essentiellement de juifs. (...) Les juifs abusent en disant que l'extrême droite est antisémite, nous, on pourrait répliquer que le communisme est judaïque ! »

A la tribune, après cet entretien, il soulignera la présence à cette journée de son « ami » Georges Toutounji, de la mission chrétienne libanaise, « qui est un sémite ». « Si nous avons un racisme, c'est celui que nous professons contre la race des journalistes malhonnêtes », lancera-t-il, plus menaçant, à l'adresse des représentants des deux journaux présents, *Le Monde* et *Les Nouvelles*. « Vous allez lire *Le Monde* attentivement. Et s'il y a des déformations, vous allez prendre vos stylos, saisir vos téléphones, et nous avertissons dès maintenant, nous saisirons s'il le faut les tribunaux, nous organiserons des manifestations devant les sièges de ces journaux. »

C'était donc une journée d'amitié française...

Un personnage révélateur

Sans masques ni précautions, cette réunion publique révélait les thèmes privilégiés et les convictions intimes de supporters ou de collaborateurs de M. Le Pen. L'organisateur de cette journée est lui-même un personnage révélateur. Catholique intégriste, promoteur d'une chrétienté conquérante, M. Bernard Romain Marie Antony, qui se fait, selon ses responsabilités politiques, appeler Romain Marie ou Bernard Antony, a d'abord illustré la pénétration sans reniement

de la droite traditionnelle par l'extrême droite militante : ancien militant des Groupes d'action jeunesse (GAJ), ardent défenseur des anciens partisans de l'Algérie française, il était, fin 1983, le chef de file du Centre national des indépendants et paysans (CNIP) dans la région Midi-Pyrénées⁴. Puis avec la progression de l'effet Le Pen, il rejoignit la bannière du Front national : sixième nom sur la liste de ce dernier aux élections européennes de juin 1984, il est aujourd'hui député à l'Assemblée de Strasbourg.

Après la publication de ce reportage, M. Romain Marie devait estimer, dans un droit de réponse, que cet article « déforme gravement mes propos et ma pensée » (*Le Monde* du 27 octobre 1983). « J'ai été indigné que l'on puisse me demander si j'étais antisémite », écrivait-il, précisant « qu'avec ce genre de raisonnements, on pourrait accuser les juifs de communisme sous le prétexte par exemple que nombre de juifs russes se sont engagés dans la révolution bolchevique, dont ils formaient l'essentiel de l'encadrement. (...) Pour autant, si beaucoup de juifs étaient, à cette époque et dans ce pays, membres du Parti communiste, je n'en conclus évidemment pas que tous les juifs sont communistes en tout temps et en tout lieu ! Quant aux hommes de droite, ils ont été rarement antisémites, et en tout cas bien moins que les prophètes socialistes du XIX^e siècle ».

M. Romain Marie ajoutait enfin qu'il « compte de nombreux amis » parmi les juifs d'Afrique du Nord à Toulouse, et qu'il se « désole », avec ses « amis juifs », de ce que « certains extrémistes de leur communauté puissent en venir à poser des affiches telles que celles qui fleurissent dans certains quartiers de Paris et qui portent notamment la phrase suivante : "L'assimilation nous détruit". » Au fond, M. Romain Marie n'écrivait pas autre chose que ce qu'il avait déclaré au *Monde* lors de la Journée d'amitié française.

« Je suis français, je suis romain, je suis universel. » Répondant aux questions du *Monde*, un mois après ce droit de réponse, cet homme, qui se dit « pétri de ces réalités inséparables que sont la romanité et la catholicité », déclarait notamment⁵ : « L'Amitié française, c'est d'abord la réu-

4. Lire ci-après p. 60, « Droite et extrême droite ».

5. *Le Monde* des 27-28 novembre 1983, entretien avec Alain Rollat.

nion de tous les Français qui aiment la France, qui savent ce que signifie la fidélité aux promesses de son baptême. C'est la volonté de continuer une tradition qui va de saint Rémi et des chevaliers des croisades au Père de Foucauld, à Saint-Exupéry et aux paras de Diên Biên -Phu et de Kolwezi. Aujourd'hui, nombre de nos concitoyens, qui ne se sentent pas français, piétinent ce passé, rient des vertus chrétiennes et françaises, n'ont que sarcasmes pour nos saints et nos héros.

« Or, qu'ils le veuillent ou non, l'avenir de la France sera chrétien ou ne sera pas. Je suis pour la croisade contre le communisme. Le socialisme n'en mérite pas tant : les Français ont déjà fait la croix dessus. Le communisme est l'horizon indépassable de l'esclavagisme moderne. Il tuait alors que le nazisme ne tuait pas encore. Il tuait pendant que le nazisme tuait. Il tue toujours.

« Au poids des cadavres, la monstruosité communiste enfonce par dix à un la monstruosité nazie. (...) Aucun totalitarisme ne peut, bien sûr, se passer d'être socialiste, aucun socialisme ne peut se passer d'être totalitaire. Jean-Jacques Rousseau est un des sommets de la pensée totalitaire : Robespierre, Napoléon, Marx, Lénine, Staline, Hitler, Mao, sont, à des degrés divers, ses monstrueux enfants.

« Il faut en finir avec Rousseau. Il faut lutter pour remettre l'Etat à sa place. Il faut lui redonner son rôle qui est de gouverner plus que de tout administrer. L'Etat doit battre monnaie, protéger les citoyens des menaces intérieures et extérieures. Il doit arbitrer entre les intérêts qui se heurtent, en fonction du seul intérêt national. Il faut rendre leurs libertés aux corps intermédiaires, aux communautés naturelles, que sont les provinces, les municipalités, les professions. »

Des amitiés dérangeantes

Le compte rendu de la Journée d'amitié française ne passa pas inaperçu, puisqu'il révélait ce que pouvaient cacher et charrier certains discours prétendument de « bon sens » sur l'immigration. Le CNIP, atteint dans sa respectabilité en raison des multiples casquettes de M. Romain Marie, dut réagir. M. Pierre Sergent, entré quelques semaines auparavant

au comité directeur du CNIP, précisa, au nom de ce dernier, que les faits relatés « feront l'objet d'une étude au cours de sa prochaine réunion. Si certains propos s'avèrent exacts, des mesures seront prises pour que le CNIP soit dorénavant à l'abri de telles confusions » (*Le Monde* du 21 octobre 1983). L'Union nationale inter-universitaire (UNI), qui occupait un stand à cette Journée d'amitié française où, de plus, des membres du service d'ordre arboraient des badges « UNI », tint à préciser qu'« aucun membre » de son organisation « n'a tenu quelque propos antisémite que ce soit ». Elle ajoutait qu'elle se voyait « obligée de ne plus participer à l'avenir à de telles journées, entachées par des propos à ce point irresponsables » (*Le Monde* du 25 octobre 1983).

Président du CNIP, M. Philippe Malaud devait, pour sa part, soutenir M. Romain Marie — « qui a fait justice de toute accusation d'antisémitisme » — et affirmer « que les propos antisémites mis par *Le Monde* dans la bouche d'orateurs des Journées de l'amitié (...) sont des citations extraites de *Tribune juive* » (*Le Monde* du 10 novembre 1983). Curieux commentaire, qui provoqua l'étonnement du rabbin Jacquot Grunewald, directeur de cet hebdomadaire. En fait, orateur de cette journée, M. Arnaud de Lassus avait certes mentionné un article de *Tribune juive* sur les rapports de la communauté juive avec le nouveau pouvoir socialiste, de même qu'il s'était référé à Bernard Lazare, juif, esprit indépendant et dreyfusard, décédé en 1904. Mais ce ne sont évidemment ni *Tribune juive* ni Bernard Lazare qui avaient publié ou écrit les propos racistes rapportés sur les « quatre superpuissances [qui] colonisent la France ». Phrase qui est bien de M. de Lassus, comme l'est l'allusion à « Robert Badinter, gendre du roi de la publicité » ou la conclusion de son propos à la tribune selon laquelle « l'âme profonde [de ces quatre superpuissances : le marxiste, le maçonnique, le juif, le protestant] n'est ni catholique ni française. Notre Etat est colonisé par des forces hostiles à ce qui constitue notre identité religieuse et nationale ».

Finalement, le bureau national du CNIP jugera seulement nécessaire de rappeler, le 9 octobre 1983, qu'il est « fondamentalement opposé à toute forme de fascisme et de nazisme, doctrines historiquement issues des déviations de la gauche ». Précisant que « chacun des adhérents du mouvement a le

droit d'exprimer les tendances qui sont les siennes », le CNIP ajoutait qu' « il ne peut le faire qu'à titre personnel ». Le 21 novembre 1983, le même bureau, considérant « les divers problèmes soulevés à l'occasion des campagnes de dénigrement menées » contre M. Bernard Antony-Romain Marie, assurait avoir « pris acte des éclaircissements apportés par M. Bernard Antony ». La rupture avec celui-ci n'en survint pas moins, mais à son initiative : le 11 février 1984, il annonçait qu'il avait décidé de se « libérer de tout attachement avec le CNIP ». « Cela pour une raison simple », expliquait-il : « C'est que le CNIP a eu un contact avec Mme Simone Veil afin de déterminer son éventuelle participation à la liste de celle-ci aux élections européennes. C'est un point de rupture, car en aucun cas nous ne pouvons accepter une quelconque collaboration avec Mme Veil dont nous ne partageons à peu près aucune des idées politiques. Nous préférons, de loin, soutenir la liste de M. Jean-Marie Le Pen⁶. »

Evolution sans surprise puisque M. Romain Marie fut le fondateur, en janvier 1982, du quotidien *Présent*, essentiellement vendu par abonnements. Ce journal, chargé, selon l'éditorial de son premier numéro, de « discerner et combattre les mensonges du monde moderne », est aujourd'hui dirigé par MM. François Brigneau et Jean Madiran, et a toujours soutenu l'extrême droite et notamment M. Le Pen. Commentant les réactions suscitées par la Journée d'amitié française, *Présent* avait, le 22 octobre 1983, pris à parti *Le Monde* : « La droite nationale ne peut supporter que *Le Monde* soit écouté et obéi dans ses rangs comme s'il était le juge souverain de sa composition, de sa conduite, de son "extrémisme". Ceux qui voudraient admettre cette ingérence et cette hégémonie doivent être prévenus : ils y trouveraient surtout leur propre disqualification politique. » Et l'attitude de l'UNI avait droit, dans ce même numéro, à ce commentaire : « La direction de l'UNI s'en va. Adieu la direction de l'UNI ! Des alliés d'une telle anémie intellectuelle et morale, on les supporte avec complaisance. La débilité mentale est leur excuse. A condition pourtant qu'ils n'en abusent pas. Ils en ont abusé. »

6. Sur les positions du CNIP, favorable à une alliance avec l'extrême droite après les élections européennes de juin 1984, lire ci-après p. 188.

« Ni Veil, ni Chirac, ni Barre, ni Giscard »

Ainsi le mouvement Chrétienté-Solidarité, très présent dans le cortège autonome du Front national lors des manifestations des défenseurs de l'enseignement privé, le 24 juin 1984, à Paris, illustre-t-il l'une des faces cachées de l'« effet » Le Pen. Lieu de rassemblement, à l'image de la Journée d'amitié française et des affiliations diverses de son fondateur, M. Romain Marie, il se définissait ainsi, en octobre 1983 : « Au-delà des partis, notre volonté est plus que jamais de rassembler les hommes de patrie. Ni Veil, ni Chirac, ni Barre, ni Giscard. Voilà déjà la volonté commune de beaucoup de militants sincères du RPR ou du CNIP qui aspirent à ce qu'un homme véritablement de droite vienne un jour diriger leur combat. Le salut national ne passe pas, en effet, par les comités directeurs des partis ni par les directions occultes. »

La « nouveauté » Le Pen, cette ré-émergence d'un « homme véritablement de droite », a donc eu ses artisans, de longue date. Ainsi, certains des terrains de mobilisation privilégiés par l'extrême droite face à la gauche étaient-ils désignés d'avance. Par exemple une précédente Journée d'amitié française, en octobre 1981, avait été consacrée à « la défense de l'enseignement chrétien et de l'âme française ». M. Romain Marie y dénonça « un siècle de sectarisme laïciste, maçonnique et gauchiste » et tous ces corrupteurs de la jeunesse qui « de Jean-Jacques Rousseau au bouffon Jean-Jacques Servan-Schreiber » ont préparé le terrain d'une « fausse éducation, faussement nationale »⁷. Des tracts de l'Association de défense de l'école catholique (ADEC) y lançaient déjà, avant l'ébauche même du projet Savary, un cri sans nuances : « La victoire socialiste entraîne la perte définitive de la liberté d'enseignement, la plus précieuse de nos libertés. » Il est désormais « fatal », ajoutait ce tract, « que l'enfant grandisse dans un climat d'anarchie, d'immoralité, de violence, de drogue et de pornographie..., fatal qu'il s'entende prêcher l'accouplement libre, la contraception, la stérilisation, l'avortement et l'euthanasie ». A cette réunion de

7. Cf. *Le Monde* du 24 novembre 1983, article de Roger Cans.

1981, le journal *Présent*, qui n'en était qu'à son numéro zéro, fut présenté comme le « premier quotidien de la contre-révolution et de la tradition française depuis trente-sept ans ». C'est-à-dire depuis... 1944.

Le racisme et ses masques

Certains des amis de M. Le Pen parlent donc parfois sans les précautions obligées de leur chef. On pourrait croire que ce florilège de citations ne relève que d'un folklore peu séduisant, mais passéiste. Ce serait sous-estimer une dimension de l'effet Le Pen : une libération de la parole raciste, une certaine levée des tabous qu'illustrent notamment les apostrophes antisémites. Celui qui prétend dire tout haut ce que chacun pense tout bas libère en la matière interdits et complexes. M. Le Pen assure qu'il n'est pas raciste, mais ceux qui l'écoutent s'assument parfois comme tels. Tel est le paradoxe apparent que dévoila, en février 1984, le hasard des rendez-vous télévisés.

La levée des tabous

Le lundi 13 février 1984, *L'Heure de vérité*, sur Antenne 2, dont M. Le Pen est l'invité, consacre la banalisation d'une extrême droite hier marginale : portée par le charisme et l'allant populiste du président du Front national, elle accède enfin à la normalité politique¹. Désormais, elle prétend n'énoncer, sans excès ni provocation, que des vérités de « bon sens », sur l'immigration, la natalité ou la patrie... Or, le lendemain, sur TF1, où *L'Édition spéciale* d'Anne Sinclair est consacrée au racisme, l'on entendra un tout autre écho

1. *Le Monde* du 14 février 1984, article d'Edwy Plenel.

de cette « nouveauté politique » de l'année 1983. Car si M. Le Pen déclare dire tout haut ce que beaucoup penseraient tout bas, ceux qu'ainsi il déculpabilise disent à leur tour tout haut ce que M. Le Pen n'ose pas — n'ose plus ? — revendiquer ouvertement.

Invités à se prononcer sur le racisme, plusieurs dizaines de téléspectateurs ont écrit, ne cachant pas leur identité et acceptant de lire leurs lettres à l'antenne, pour dire, à l'instar de M. L..., de Rochefort (Charente-Maritime) : « Je suis raciste et j'en suis fier. » « Je suis raciste !, écrit M. S..., d'Hyères (Var). Je ne veux aucun mal aux races inférieures, simplement je ne tiens pas à me mélanger avec elles ; c'est bien mon droit, non ? » « Si éprouver des crampes à l'estomac à la vue des beaux gros plans que nous offre la télé lors des manifestations de Talbot, Citroën, Renault, s'apparente à du racisme, alors je suis raciste », écrit M. R... de Valence (Drôme), qui concède cependant que « certaines ethnies sont sympathiques, serviables et discrètes (asiatiques en général) et ne font jamais parler d'elles ».

Même franchise chez M. T..., de Pont-de-Claix (Isère) : « Si vouloir que tous les étrangers nuisibles, tels que truands, proxénètes, loubards, terroristes, etc., soient immédiatement renvoyés chez eux, c'est être raciste : oui, je suis raciste. » M. M..., de La Grande-Motte (Hérault), estime que « le racisme n'est en fait qu'un "ras-le-bol" des Français conscients et responsables, civiques et respectueux des lois ». Conscients, selon Mme F..., de Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime), que « les étrangers en France ont des privilèges que les Français n'ont pas. Si, je suis devenue raciste et je le crie bien haut. Trop, c'est trop ». Conscients, selon le docteur H..., de Renaison (Loire), que « le racisme anti-français chez les immigrés, surtout maghrébins et noirs, est tout aussi important ». Et M. D..., de Paris, invite « les soi-disant antiracistes, au lieu de rester calfeutrés dans [leurs] appartements douilletts de la place des Vosges ou du seizième arrondissement [à aller se] promener à Belleville (...). Ce n'est plus la France, mais un ramassis de paumés, de fainéants, de pauvres types venus de tous les côtés du globe ».

Ces lettres ne représentent évidemment pas un sondage. Mais, parce qu'elles ne sont plus, comme de coutume, anonymes, elles sont l'indice d'une libération de la parole raciste.

C'est toute l'ambiguïté de l'ascension de M. Le Pen. Il refuse qu'on l'étiquette, ne manque pas de poursuivre en justice ceux qui le traitent de « raciste » et obtient gain de cause devant les tribunaux qui assimilent ce qualificatif à une injure. Or, ceux qu'il influence revendiquent l'« injure » pour eux-mêmes, tant elle leur paraît l'aboutissement logique de ce « bon sens » selon lequel l'immigration serait la clé de nos maux. Paradoxe qui est aussi un piège, M. Le Pen obligeant ainsi ses contradicteurs à rester sur le terrain de la rationalité politique et refusant de voir ce qu'il renforce, ces peurs irrationnelles et ces haines xénophobes.

La vérité, c'est que M. Le Pen prétend ne pas entendre ce que disent, plus abruptement, ses amis.

Ainsi 1983 fut-elle marquée par la réaffirmation, dans la galaxie d'extrême droite et dans l'entourage du Front national, d'un sentiment raciste fort traditionnel, l'antisémitisme. Si les travailleurs immigrés sont les premières victimes d'agressions racistes, l'imaginaire antisémite recèle une forte puissance mobilisatrice : dans la mesure où il s'attaque à une communauté non dominée, brassant divers milieux sociaux, il s'accompagne d'un registre populiste, assimilant les juifs à l'argent, et, partant, les antisémites au « petit peuple ». Le quotidien *Présent* ne manque pas de « cibler » régulièrement deux personnalités, M. Robert Badinter et Mme Simone Veil, en des termes que ne renierait pas une certaine presse de l'entre-deux-guerres.

Par exemple, le 23 juin 1983, qualifié de « fourreur errant », M. Badinter, y lit-on, « la bouche tordue par la levée du sang noir, règle ses comptes (...). Par héritage, il est pour le nomade contre le sédentaire. Pour le cosmopolite contre l'indigène. Pour le manouche voleur de poules contre la fermière (...). Pour le marginal contre la société qui rejeta si longtemps les Badinter (...). Pour l'assassin contre l'assassiné (...). "Un homme d'Etat", a dit de lui M. Mitterrand. On en frémit. D'autant plus qu'il n'est pas seul. Krassucki, Fiterman, Lang, qui n'ont de français que l'habitat occidental et que voilà aussi aux postes de commande. Quand on y réfléchit, c'est à notre tour d'avoir peur. »

A l'adresse de Mme Veil, le même quotidien écrit, le 29 septembre 1983 : « La seule morale qui ait traditionnellement droit de cité dans la politique française, c'est la

morale chrétienne à laquelle vous êtes, Madame, si parfaitement étrangère. Vous êtes même, devant la morale catholique de la France française, un malfaiteur de l'espèce la plus grave, celle du crime abominable. » On aura compris que « l'avorteuse », puisque c'est ainsi que l'extrême droite la nomme — « l'immaculée contraception » selon M. Le Pen —, est aussi le symbole du « peuple déicide ».

Ce journal, qui soutient les campagnes de M. Le Pen et dont celui-ci honora le banquet d'anniversaire, fut d'abord un mensuel, fondé à la fin des années soixante-dix par M. Bernard Antony, alias Romain Marie. Or, M. Romain Marie stigmatisait dans *Présent*, en février 1979, « la tendance qu'ont les juifs à occuper tous les postes clés des nations occidentales. Comment ne pas observer qu'à notre télévision, par exemple, il y a bien plus de MM. Aron, Ben Syoun, Naoul, El Kabbash, Drücker [*sic*], Grumbach, Zitrone, que de MM. Dupont ou Durand ? » Et ce soutien sans faille de M. Le Pen ajoutait que « le monde moderne est caractérisé par une nouvelle intrusion du phénomène juif (...). Marx et Rothschild sont un peu les deux faces d'une même médaille ».

On dira, bien sûr, que « cela » n'est pas neuf. Mais « cela » s'écrit, se dit, s'entend dans le sillage du candidat de « la France aux Français ». Il y a là une tradition qui se revivifie et puise, en prenant prétexte de la question immigrée, aux origines du racisme européen, de ce refus de l'autre — l'étranger, le cosmopolite, le juif — qui faisait dire, le 11 février 1958, au jeune député poujadiste de la Seine, Jean-Marie Le Pen, à l'adresse de Pierre Mendès France : « Vous n'ignorez pas que vous cristallisez sur votre personnage un certain nombre de répulsions patriotiques et presque physiques. »

Vieille référence ? Plus récemment, le 30 juin 1983, le bulletin *RLP-Hebdo*, organe officiel du Front national, théorisait, en estimant, sous la plume de M. André Figueras, que « si l'on intègre machinalement, mécaniquement, administrativement, une forte dose de substance étrangère à la substance foncièrement, naturellement, historiquement française, on va dénaturer cette substance ». Nous voilà loin des simples problèmes de cohabitation, de chômage, d'urbanisme...

L'effet Le Pen

*Dossier présenté et établi
par Edwy Plenel et Alain Rollat*

M. Jean-Marie Le Pen a un passé. Un passé d'activiste, de baroudeur, d'animateur de formations xénophobes et autoritaires, qu'il ne songe pas à renier. Mais a-t-il un avenir ? Et l'a-t-il malgré son passé ou à cause de lui ?

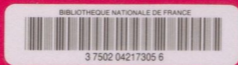
Telles sont les questions dont ce dossier voudrait faciliter les réponses, après le vote de plus de deux millions de Français en faveur du Front national. Car s'il est important de savoir qui est M. Le Pen, d'où il vient et ce qu'il dit, il reste à s'interroger sur les raisons de son succès. L'antidote n'est envisageable qu'au prix d'un constat lucide sur ce que cache l'"effet" Le Pen, ce qu'il brasse de vérités, même déplaisantes, sur la France de cette fin de siècle.

On trouvera donc dans ce livre — qui reprend, en les complétant, de très nombreux articles parus dans *Le Monde* — un rappel des discours et des amitiés du fondateur du Front national. Mais on y trouvera surtout une analyse détaillée des caractéristiques de l'électorat de M. Le Pen, et des évolutions profondes de la société française qui expliquent son audience nouvelle.

Un livre indispensable pour tous ceux qu'inquiète le regain actuel du racisme et de la xénophobie.

Edwy Plenel est chargé de la rubrique "police" au service société du Monde.

Alain Rollat est chef adjoint du service politique du Monde, chargé notamment de la rubrique "extrême droite".



ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE, 1, PLACE PAUL-PAINLEVÉ, 75005 PARIS
LE MONDE, 5, RUE DES ITALIENS, 75009 PARIS

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.

Avec le soutien du

